




	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 boulevard Henri IV - 65000 TARBES</p> <p>contact@jconsultant.fr - Tél : 09.67.02.88.37</p> <p>www.jconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

PLAN GENERAL DE COORDINATION

<p><u>Opération :</u></p> <p>AMENAGEMENT INTERIEUR D'UN BATIMENT FRANCE TRAVAIL</p>	
<p><u>Maître d'ouvrage :</u></p> <p>France TRAVAIL OCCITANIE</p> <p>33 avenue Georges Clémenceau</p> <p>BP 93186</p> <p>31131 BALMA CEDEX</p>	<p><u>Maître d'œuvre :</u></p> <p>ATELIER DUCASTAING</p> <p>Place Verdun</p> <p>65000 TARBES</p>
<p><u>Coordonnateur SPS :</u></p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="text-align: center;"> <p>JCONSULTANT</p> <p>38 Boulevard Henri IV</p> <p>65000 TARBES</p> <p>09 67 02 88 37</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 boulevard Henri IV - 65000 TARBES</p> <p>contact@jconsultant.fr - Tél : 09.67.02.88.37</p> <p>www.jconsultant.fr</p> </div> </div>	

Mise à jour			
Article R4532-51 du code du travail (ce document est conservé pendant 5 ans par le maître d'ouvrage à compter de la date de réception de l'ouvrage)			
Indice :	Date :	Etabli par :	Modifications/Commentaires :
Indice 1	18/07/2025	M. Jérôme CRAMPE	

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAIS contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37 www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

PLAN GENERAL DE COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE PGC S.P.S

A la demande du Maître de l'ouvrage, le coordonnateur SPS établit dès la phase de conception :

Un Plan Général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC S.P.S.). Ce dossier sera joint au dossier de consultation des entreprises.

Ce document répond aux exigences de la Loi 93-1418 du 31/12/93 et son Décret d'application 94-1159 du 26/12/94, modifié par le Décret 2003-68 du 24/01/2003.

Il est fondé sur **les principes généraux de prévention**, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L122-49,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les entreprises auront à chiffrer dans un poste appelé MESURES DE S.P.S. toutes les mesures en ce qui concerne les moyens de sécurité mis en œuvre ainsi que les points précisés dans le PGC S.P.S.


Le PGC sera complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Avant tout début des travaux une inspection commune sera effectuée entre l'entreprise concernée et le coordonnateur SPS. De même, **les entreprises auront à fournir dans les délais définis dans la loi un PPSPS** (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé et de conditions de travail). **Aucun travail ne pourra être entrepris sans que le PPSPS ne soit remis au coordonnateur**, analysé et que le quitus ne soit délivré.

Nota : les entreprises qui souhaitent sous-traiter une partie de leurs travaux devront obtenir l'agrément de leur sous-traitant par le Maître d'Ouvrage. Le sous-traitant doit être informé que le chantier est soumis à PGC, faire avec la coordonnateur l'inspection commune préalable au travaux et au PPSPS, faire son PPSPS qui doit être remis au coordonnateur pour analyse et quitus.

➔ Voir extraits du Code du Travail en ANNEXE.

Les entreprises auront à donner au coordonnateur dans leur PPSPS, **le nom de la ou des personnes qui en permanence sur le chantier seront autorisées à signer le registre journal de la coordination.**

	<p style="text-align: center;">P.G.C. <i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à LALOUBERE</i></p>	<div style="text-align: center;">  <small>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION 38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37 www.jcconsultant.fr</small> </div> <div style="text-align: center; border-top: 1px solid black; padding-top: 5px;">SPS-2025-03</div>
--	---	---

SOMMAIRE

I - LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERRESSANT LE CHANTIER, ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.

1. Présentation du projet.
2. Présentation des intervenants.
3. Renseignements généraux.
4. Sujétions liées au site.
5. Règlements.
6. Renseignements administratifs.
7. Désignation des lots.

II - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.

- a. Planning prévisionnel d'exécution.
- b. Locaux communs.
- c. Environnement du chantier et servitudes.
- d. Présence de matériaux ou matériels présentant des risques particuliers.

III - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE S.P.S. ET LE SUJETIONS QUI EN DECOULENT.

- a. Voies ou zones de déplacement ou de circulation.
- b. Condition de manutention des différents matériaux et matériels.
- c. la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage.
- d. Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.
- e. L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.
Mise en commun des moyens.
- f. Les mesures prises en matière d'interaction sur le site.


IV - LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

V - LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.

VI - LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.

VII - LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.

VIII – ANNEXES

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 65000 TARBES</p> <p>contact@jconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37</p> <p>www.jconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

I – LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERRESSANT LE CHANTIER, ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

1. Présentation du projet :

Le projet consiste en l'aménagement d'un bâtiment de bureaux.

2. Présentation des intervenants :

<p><u>Maître d'ouvrage :</u></p> <p>France TRAVAIL OCCITANIE</p> <p>33 avenue Georges Clémenceau</p> <p>BP 93186</p> <p>31131 BALMA CEDEX</p> <p>Téléphone :</p> <p>@mail :</p>	<p><u>Maître d'œuvre : Architecte :</u></p> <p>ATELIER DUCASTAING</p> <p>Place Verdun</p> <p>65000 TARBES</p>
<p><u>Bureau d'études Structure Béton armé :</u></p>	<p><u>Coordonateur SPS – Phase conception et réalisation :</u></p> <p>SARL JCONSULTANT</p> <p>M. Jérôme CRAMPE</p> <p>Adresse : 38 Boulevard Henri IV - 65000 TARBES</p> <p>Téléphone : 06.24.65.32.89</p> <p>@mail : jerome.crampe@jconsultant.fr</p>

3. Renseignements généraux :


Date prévue de début des travaux : septembre 2025

Durée globale des travaux : 4 mois.

Adresse du chantier : chemin de l'Ormeau

Accès : par voie publique RD215

Stationnement : Sur emprise chantier

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 69003 LYON 03 78 00 17 00</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

4. Règlement:

Décret du 20.03.1979	Liste non exhaustive
Décret du 03.09.1992	Formation à la sécurité
Loi du 31.12.1993 N° 14-18	Manutention manuelle
Décret du 26.12.1994 N° 99-1159	Chantier temporaires et mobiles intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil
Décret N° 2003-68 du 24 janvier 2003	Modification de la loi 93-1418
Arrêté du 25 février 2003	Pris pour l'application de l'article L.235-6 fixant la liste des travaux comportant des risques particuliers
Loi du 31.12.1991 N° 91-1414	Equipement de travail, moyens de protection
Décret 92-765	
766	
767	
768	
93-40	
93-41	
Circulaire D.R.T du 22.09.1993 N° 93-22	
Instruction D.R.T. du 18.03.1993 N° 93-13	
Dispositions Générales	
Recommandations CRAM	
Décret du 08.01.1965	
Décret du 14.11.88 (Electricité)	

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	<p>JConsultant®</p> <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p><small>38 Boulevard Henri IV - 65000 TARBES contact@jconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37 www.jconsultant.fr</small></p>
		SPS-2025-03

5. Renseignements administratifs :

DDT :

Direction Départementale des Territoire des Hautes-Pyrénées

3, rue Lordat - BP 1349 - 65013 Tarbes Cedex

Tél. : 05.62.51.41.41

Fax : 05.62.51.15.07

Courriel : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr

Autres services :


Inspection du travail :	<p>DIRECCTE Cité administrative Reffye</p> <p>65000 TARBES</p> <p>☎ 05 62 51 84 00</p>
OPPBTP :	<p>Bureau de la Cépière bât C</p> <p>3 chemin du Pigeonnier - 31081 TOULOUSE Cedex</p> <p>☎ 05 61 44 52 62</p>
CARSAT :	<p>Service prévention</p> <p>2, rue Georges Vivent - 31065 TOULOUSE Cedex</p> <p>☎ 05 62 14 28 28</p>

6. Désignation des lots :

Nota : Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux :




Déclaration d'intention de travaux.
D.I.C.T.
Demandes d'arrêtés.
Autorisations concessionnaires.

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 87 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

LOTS connus à ce jour:

	LOTS	ENTREPRISE	TELEPHONE	FAX	MAIL	ADRESSE
1	CLOISONS AMOVIBLES					
2	FAUX PLAFONDS					
3	SOLS SOUPLES PEINTURES					
4	ELECTRICITE					

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

II - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

a. Planning prévisionnel d'exécution (TCE).

Le maître d'œuvre établit un calendrier général prévisionnel. En cas de décalage entre le planning et les travaux une réunion de coordination sera organisée pour prendre en compte les risques induits découlant des nouvelles conditions de travail (co-activité).

b. Locaux communs.

Les installations communes sont à la charge de chaque entreprise qui entretiendra les locaux existants mis à disposition. Ces installations sont définies dans le tableau e) ci-après.

c. Environnement du chantier et servitudes :


- La route d'accès au chantier étant très fréquentée **une attention toute particulière sera prise pour les accès et les sorties**. L'accès chantier doit se faire sans troubler la circulation piétonne et les véhicules sur la voie publique.
- Les zones de travaux, de circulation et de stockage devront être rendues **inaccessibles du public**.
- Seules les personnes autorisées pourront pénétrer sur le chantier.
Pour ce faire, chaque entreprise communiquera au coordonnateur avant leur intervention la liste de son personnel qui sera affecté au chantier. Tout changement sera signalé immédiatement au coordonnateur par Fax.

III - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE S.P.S. ET LE SUJETIONS QUI EN DECOULENT

a. Voies ou zones de déplacement ou de circulation :

• Circulations verticales :

Article	Objet	Réalisé	Entretenu	utilisé
1	Les échelles d'accès respecteront les règles de sécurité : Les échelles dépasseront d'au moins un mètre les plateformes d'arrivée, seront attachées en tête et fixer en pied.	TCE	TCE	TCE
2	LES ECHELLES SERONT UNIQUEMENT UTILISEES POUR ACCEDER A DES POSTES DE TRAVAIL. ELLES NE PEUVENT	TCE	TCE	TCE

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03


	<p>PAS ETRE UTILISEES COMME POSTE DE TRAVAIL.</p> <p>LES ENTREPRISES DEFINIRONT DANS LEUR REMISE DE PRIX LES MESURES QU'ELLES ENVISAGENT POUR LE TRAVAIL EN HAUTEUR.</p>			
--	--	--	--	--

b. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels.

Article	Objet	Réalisé	Entretenu	utilisé
1	La zone de déchargement/chargement devra être constamment accessible. Aucun stockage ne sera accepté sur cette zone prédéfinie (cette zone devra être définie sur le plan d'installation de chantier).	TCE	TCE	TCE
2	Chaque entreprise veillera à privilégier les manutentions mécaniques par rapport aux manutentions manuelles.	TCE	TCE	TCE

c. La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux.

Article	Objet	Réalisé	Entretenu	utilisé
1	Les zones de stockage seront cloisonnées par des barrières type Héras. Elles seront définies dans le plan d'installation de chantier.	TCE	TCE	TCE
2	Le stockage des produits dangereux devra respecter les règles d'incompatibilité de stockage de l'ensemble de produits. Toutes les mesures de protection seront prises afin d'éviter les déversements accidentels de produits sur le sol.	TCE	TCE	


	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

d. Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés :

Sans objet

e. L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale – Mise en commun des moyens :


Article	Objet	Réalisé	Entretenu	utilisé
	<p>• Utilisation des protections collectives :</p> <p>L'entreprise doit mettre en place les protections collectives nécessaires à ses travaux, y compris ceux de ses sous-traitants et en particulier contre le risque ensevelissement. Elle doit assurer la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement de ses travaux.</p> <p>Toute intervenant ultérieur, utilisant ces protections, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires afin d'assurer la sécurité de son personnel.</p> <p>Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui précède, s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place à ses frais la ou les protections nécessaires et en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</p> <p>Dans le cas où une entreprise doit déplacer une protection collective, elle doit la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection complète pour l'ensemble des intervenants du chantier.</p> <p>Afin de maintenir un degré de protection maximum pendant toute la durée du chantier, à l'issue de ses interventions, chaque entreprise doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir le CSPS 8 jours avant de quitter le chantier - faire le point sur les protections devant rester en place ; - les protections devant être complétées ; - les protections à enlever <p>• Accès provisoires :</p> <p>Le nettoyage du terrain et l'exécution de l'accès chantier y compris l'accès pour les secours devront être effectués durant la période de préparation de chantier.</p>	TCE	TCE	TCE
		TCE	TCE	TCE

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

	<ul style="list-style-type: none"> les installations communes : <p>Utilisation des sanitaires créés, entretien à charge de toutes les entreprises, utilisation du local ménage.</p> <ul style="list-style-type: none"> Installation électrique générale : <p>Branchement compris alimentation des armoires secondaires pour petit matériel.</p> <p>Contrôle des installations électriques de chantier</p> <p>Eclairage de chantier : toutes les zones sombres seront éclairées pendant les heures d'ouverture du chantier.</p> <p>Les accès extérieur et la périphérie du chantier seront aussi éclairés.</p> <ul style="list-style-type: none"> DIUO : <p>L'attention de chaque entreprise doit être attirée sur le fait qu'elle aura à fournir des éléments (documents et plans d'exécution) pour la constitution du DIUO par le coordonnateur.</p>	TCE	TCE	TCE
--	---	-----	-----	-----

f. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site


LOT 1 : CLOISONS AMOVIBLES				
<p>L'entreprise y compris les sous-traitants définiront dans leur PPSPS, les modalités d'intervention (mode opératoire), le type de matériel utilisé ainsi que les mesures de protection collective pour la réalisation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'approvisionnement du matériel et des matériaux nécessaires au chantier, - Le montage des cloisons - L'évacuation des déchets. <p>→</p>	Mis place	en	Entretenu	Utilisé

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03


LOT 2 : FAUX PLAFONDS				
<p>L'entreprise y compris les sous-traitants définiront dans leur PPSPS, les modalités d'intervention (mode opératoire), le type de matériel utilisé ainsi que les mesures de protection collective pour la réalisation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'approvisionnement du matériel et des matériaux nécessaires au chantier, - Le montage de la structure porteuse en sécurité (protections périphériques et protection sous face de la charpente) ; - La réalisation des faux plafonds - Effectuer le travail en hauteur, - L'évacuation des déchets par tri sélectif. <p>→</p>	Mis place	en	Entretenu	Utilisé

LOT 3 : SOLS SOUPLES PEINTURE				
<p>L'entreprise y compris les sous-traitants définiront dans leur PPSPS, les modalités d'intervention (mode opératoire), le type de matériel utilisé ainsi que les mesures de protection collective pour la réalisation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'approvisionnement du matériel et des matériaux nécessaires au chantier, - Les travaux de pose des sols - La réalisation des peintures - Les travaux en hauteur, - L'évacuation des déchets. <p>→</p>	Mis place	en	Entretenu	Utilisé

LOT 4 : ELECTRICITE				
<p>L'entreprise y compris les sous-traitants définiront dans leur PPSPS, les modalités d'intervention (mode opératoire), le type de matériel utilisé ainsi que les mesures de protection collective pour la réalisation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'approvisionnement du matériel et des matériaux nécessaires 	Mis place	en	Entretenu	Utilisé


	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 87 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

<p>au chantier,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux de pose des cables et conduites - La pose des équipements - La pose des luminaires - Les travaux en hauteur, - L'évacuation des déchets. <p>Quelques points prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Travaux en hauteur : toutes les mesures seront prises pour éviter les chutes de hauteur et les chutes de matériaux. ➔ Les échafaudages devront être montés, réceptionnés, utilisés et démontés par un personnel formé et habilité. 			
---	--	--	--

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03


IV - LES SUJESTIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

Article	Objet	Réalisé	Entretenu	utilisé
1	Contrôle des personnes autorisées pourront pénétrer sur le chantier.	TCE	TCE	TCE
2	<p>Pour ce faire, chaque entreprise communiquera au coordonnateur avant leur intervention la liste de son personnel qui sera affectée au chantier.</p> <p>Tout changement sera signalé immédiatement au coordonnateur par Fax et par mail.</p> <p>Le chantier devra être rendu inaccessible du public.</p>	TCE	TCE	
3	Les nuisances devront être réduites tant que possible. Toutes les dispositions nécessaires seront notamment prises pour réduire le niveau de bruit au niveau le plus bas possible et respecter les exigences du Code du Travail.	TCE	TCE	
4	Nous rappelons que chaque entreprise concernée par des travaux par points chauds (meulage, découpage, soudures...) est dans l'obligation d'acquiescer un permis feu établit par le chef d'établissement ou son représentant.			

	<p style="text-align: center;">P.G.C. Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à LALOUBERE</p>	<div style="text-align: right;">  <small>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION 38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37 www.jcconsultant.fr</small> </div>
		SPS-2025-03


V - LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

Article	Objet	Réalisé	Entretenu	utilisé
1	Nettoyage du chantier quotidiennement. Le chantier devra être en permanence parfaitement propre. Tant à l'intérieur que les abords.	TCE	TCE	TCE
2	Nettoyage de la chaussée (route principale) tant que nécessaire	TCE	TCE	TCE
3	Evacuation des gravats : Aucun stockage de gravats ne sera accepté sur ce chantier. Chaque entreprise évacuera ses propres déchets au fur et à mesure, quotidiennement. Chaque entreprise décrira dans son PPSPS son mode opératoire pour l'évacuation de ses déchets.	TCE	TCE	TCE
4	Dans le cas ou une des entreprises serait défaillante dans le nettoyage ou l'évacuation des déchets, il serait demandé au Maître d'Ouvrage de faire exécuter ces travaux par une autre entreprise au frais de l'entreprise défaillante.	MOA	MOA	TCE
5	Chaque entreprise assurera : - le nettoyage quotidien des installations communes. - la fourniture de (savon, essuie-mains, papier toilette) tant que nécessaire.	TCE	TCE	TCE

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

VI - LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

Article	Objet	Réalisé	Entretenu	utilisé
1	Chaque entreprise mettra à disposition un secouriste depuis le démarrage de ses travaux et ceci jusqu'à la fin de son intervention. Chaque entreprise transmettra les noms des secouristes présents sur le chantier dans leur PPSPS. La liste des SST sera affichée dans le bungalow chantier.	TCE	TCE	TCE
2	Chaque chef d'équipe sera équipé d'un téléphone portable afin de pouvoir contacter les secours.	TCE	TCE	TCE
3	L'entreprise titulaire du LOT 01 mettra l'affiche réglementaire pour les appels d'urgence dans la « Base vie ». L'adresse du chantier devra y être inscrite de manière lisible et précise.	LOT 01	LOT 01	TCE
4	Un accès pompier sera défini et matérialisé sur le plan d'installation de chantier. Il devra être accessible en permanence pendant la durée totale du chantier.	LOT 01	LOT 01	TCE
5	Chaque entreprise devra : - Avoir sur le chantier une trousse de premier secours correctement tenue à jour. - Avoir sur le chantier un extincteur à jour des vérifications réglementaires.	TCE	TCE	TCE
6	Chaque entreprise doit être équipée d'extincteurs portatifs adaptés pendant toute la durée des travaux avec point chaud.	TCE	TCE	TCE

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	 <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>38 Boulevard Henri IV - 65000 TARBES</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

Renseignements :

	NOM / ADRESSE	TELEPHONE	
S.A.M.U.		15	112 depuis un portable
POLICE		17	
POMPIERS		18	
ELECTRICITE		08 10 33 30 09	
GAZ		0800 47 33 33	
HOPITAL	Centre hospitalier de BIGORRE Boulevard de Lattre de Tassigny BP 1330 - TARBES	05 62 51 51 51	
CENTRE ANTI - POISON			

	<p>P.G.C.</p> <p><i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à</i></p> <p><i>LALOUBERE</i></p>	<p>JCconsultant[®]</p> <p>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION</p> <p>30 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY</p> <p>contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37</p> <p>www.jcconsultant.fr</p>
		SPS-2025-03

VII – LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

PPSPS

Article L. 4532 – 9 : « Sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, **avant le début des travaux**, un **plan particulier de sécurité et de protection de la santé**. Ce plan est **communiqué au coordonnateur**. »

Article R. 4532 – 56 : L'entrepreneur tenu de remettre un PPSPS au coordonnateur **dispose de 30 jours** à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage pour **établir ce plan**.

Article R. 4532 – 62 : « A compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur, le **sous traitant dispose d'au moins 30 jours pour établir le PPSPS...** »

Article R. 4532 – 58 : « Le coordonnateur SPS transmet à chaque entrepreneur qui en fait la **demande** les **PPSPS établis par les autres entrepreneurs**. »

Article R. 4532 – 71 : « Un **exemplaire à jour du PPSPS** est **tenu disponible** en permanence **sur le chantier**. »

Inspection commune


Article R. 4532 – 13 : «...Le Coordonnateur SPS procède avec **chaque entreprise, préalablement à l'intervention** de celle-ci, à une **inspection commune**. »

Chaque entreprise doit nous contacter avant le début de son intervention afin de réaliser l'inspection commune.

PGC SPS

Article R. 4532 – 42 : « L'entrepreneur principal en cas de **sous-traitance**, **mentionne** dans les documents remis aux entrepreneurs, que le chantier sur lequel ils seront appelés à travailler en cas de conclusion d'un contrat est **soumis à l'obligation du PGC SPS**. »

Article R. 4532 – 60 : « L'entrepreneur qui fait exécuter le contrat conclu avec le maître d'ouvrage, en tout ou partie, par un ou plusieurs **sous-traitants** remet à ceux-ci **un exemplaire du PGC**. »

	<p style="text-align: center;">P.G.C. <i>Aménagement intérieur d'un bâtiment France TRAVAIL à LALOUBERE</i></p>	<div style="text-align: center;">  <small>INGENIERIE DE LA CONSTRUCTION 38 Boulevard Henri IV - 95000 THIAURY contact@jcconsultant.fr - Tél : 09 67 02 88 37 www.jcconsultant.fr</small> </div> <div style="text-align: center; border-top: 1px solid black; padding-top: 5px;">SPS-2025-03</div>
--	---	---

VIII – ANNEXE : NOTICE EXPLICATIVE POUR LA REDACTION DU P.P.S.P.S

1. Identification de l'entreprise et de l'opération.

- Noms, adresses de l'entreprise,
- Noms, qualité et coordonnées du responsable des travaux,
- L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier,
- Nature des travaux et caractéristiques de l'opération, planning

2. L'analyse des risques détaillés suivant les travaux à réaliser et les modes opératoires retenus :

a. Risques propres à l'entreprise (encourus par ses salariés)

- du fait de son activité et ses caractéristiques,
- inhérent au chantier (circulation, activités avoisinant le chantier,...).

b. Risques générés sur l'extérieur (risques exportés) :

- Sur les salariés des autres intervenants
- sur l'environnement hors chantier

c. Risques encourus par l'extérieur (risques importés):

- par les salariés des autres intervenants
- par l'environnement hors chantier

3. Les mesures de prévention adoptées pour palier aux risques du 4. et la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le CSPS.

4. Les conditions de mise en place :

- a. du contrôle de l'application des mesures de prévention adoptées,
- b. de l'entretien des protections collectives,
- c. du maintien et de la continuité des protections collectives.

5. Les dispositions prises en matière de secours et d'évacuation

- a. Les consignes de premiers secours
- b. La liste des SST de l'entreprise présents sur chantier.
- c. Le matériel médical mis à disposition sur chantier
- d. Les mesures prises pour l'évacuation des victimes.

6. Les mesures d'hygiène : conditions de travail et installations de chantier mises à disposition des travailleurs sur chantier.

7. Annexes :

- Avis du médecin du travail et des membres CHSCT (si existants).
- FDS (fiches de données sécurité) des produits utilisés.
- Plan d'installation de chantier.

Nous avons préparé et vous soumettons ce cadre de travail, nous l'espérons, une partie de rédaction fastidieuse, et réduit votre démarche à une réflexion en terme de sécurité et de prévention, indépendamment de l'intérêt présenté par l'unité de tous les PPSPS d'une même opération. Il vous appartient cependant de vérifier et/ou de compléter (ou modifier) les informations portées, dans la mesure où ce document vous est spécifique, et sa diffusion implique votre responsabilité.